

# Le premier tour des législatives

05-10-2006

Rarement le scrutin communal n'a été aussi serré et passionnant dans les dix-neuf communes bruxelloises. A l'exception d'Etterbeek, Evere, Koekelberg et Saint-Gilles, où la reconduction des majorités absolues en place est attendue, le sort des 15 autres communes reste indécis. C'est dû à une double intrusion.

La première est à mettre sur le compte de la participation sans exception de toutes les grosses pointures politiques bruxelloises qui (re)descendent dans l'arène communale : les ministres fédéraux (Onkelinx à Schaerbeek et De Decker à Uccle), les présidents de partis (Milquet à Bruxelles-Ville, Durant à Schaerbeek et Maingain à Woluwe-Saint-Lambert), et les ministres régionaux dans leurs fiefs respectifs (Picqué à Saint-Gilles, Cerexhe à Woluwe-Saint-Pierre, Huytebroeck à Forest, Vanhengel à Evere, Smet à Bruxelles-Ville, Kir à Saint-Josse et Dupuis à Uccle). Ils clament tous en chœur leur besoin de proximité et jurent leurs grands dieux que, si l'électeur le décide, ils siégeront comme bourgmestre. Aux électeurs avisés de choisir ceux qui les représenteront en connaissance de cause, en privilégiant les mandataires qui gèreront effectivement leur commune, sans en déléguer la tâche ou en être empêchés. En donnant aussi leur chance aux jeunes candidats, animés d'un regard neuf et d'un idéal intact, plutôt qu'à des personnalités "attrape-voix" à l'agenda caché. En portant enfin leur suffrage sur ceux et celles qui, avec éthique et conviction, préféreront trouver des solutions concrètes aux problèmes des citoyens plutôt que de se perdre dans de vaines promesses coûteuses.

La seconde raison est d'ordre plus politique : en fonction des résultats des communales, le gouvernement fédéral fixera le calendrier des élections législatives. Si le scrutin communal se révèle plutôt mauvais pour la coalition libérale socialiste, cette dernière aura tendance à attendre la date initialement prévue, c'est-à-dire la mi-juin. Si par contre, les résultats sont favorables, l'envie d'anticiper le scrutin législatif sera grande pour bénéficier de l'effet d'entraînement. Tout cela n'est pas anodin ni sans conséquence : le gouvernement fédéral est en général formé pour le 21 juillet. Dès lors, plus les élections fédérales auront lieu tôt, plus la période pour former le gouvernement sera longue et ouverte à un marchandage institutionnel où les grands dossiers bruxellois seront mis sur la table : sous-financement de la Région, typologie de chômage particulière avec une main-d'oeuvre souvent unilingue, développement de l'aéroport de Bruxelles-National et gestion des nuisances sonores, redéfinition des limites de la Région et de ses entités (sort des communes à facilités, velléité de fusion des plus petites communes), spécificité de l'offre de transport pour répondre aux problèmes croissants de mobilité...

Ce scrutin communal est bien, pour paraphraser le professeur Delperée, "le premier tour des législatives", crucial pour l'avenir de notre région. A chacun d'exprimer son choix démocratique en tenant compte de ces éléments.